Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Labelle

Code géographique : 78120

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nicole Bouffard, atteste la véracité du rapport financier

de Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2019-04-25

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Labelle

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Labelle (l' «entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Labelle au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Municipalité de Labelle inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.
Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· J'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets-en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· J'acquiert une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclue à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Daniel Tétreault, CPA, auditeur CA
122, 6e Avenue Ouest
Amos (Québec) J9T 3Z3

DATE 2019-03-07

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
				Redressé note 22
Revenus				
Taxes	1	4 425 839	4 529 111	4 348 028
Compensations tenant lieu de taxes	2	121 608	134 040	125 093
Quotes-parts	3			
Transferts	4	192 487	645 340	1 252 399
Services rendus	5	193 798	246 877	261 998
Imposition de droits	6	204 509	232 703	238 383
Amendes et pénalités	7	36 000	42 324	42 375
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	46 000	59 952	60 304
Autres revenus	10	111 000	292 166	272 772
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	5 331 241	6 182 513	6 601 352
Charges				
Administration générale	14	842 405	800 118	816 031
Sécurité publique	15	575 597	647 749	608 490
Transport	16	1 377 125	1 799 506	1 650 996
Hygiène du milieu	17	752 755	1 091 495	1 008 846
Santé et bien-être	18	16 000	18 014	18 466
Aménagement, urbanisme et développement	19	268 301	253 680	281 849
Loisirs et culture	20	884 868	949 952	987 998
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	126 479	117 498	127 665
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	4 843 530	5 678 012	5 500 341
Excédent (déficit) de l'exercice	25	487 711	504 501	1 101 011
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		13 367 233	12 256 531
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			9 691
Solde redressé	28		13 367 233	12 266 222
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		13 871 734	13 367 233

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017 Redressé note 22
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 376 548	560 227
Débiteurs (note 5)	2	2 314 857	2 856 906
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	79 589	51 267
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	3 770 994	3 468 400
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	607 079	625 647
Revenus reportés (note 12)	12	255 526	139 992
Dette à long terme (note 13)	13	4 192 670	4 260 706
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	5 055 275	5 026 345
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(1 284 281)	(1 557 945)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	15 077 422	14 745 764
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	30 706	30 706
Stocks de fournitures	19	41 492	38 881
Autres actifs non financiers (note 17)	20	6 395	109 827
	21	15 156 015	14 925 178
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	13 871 734	13 367 233

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	487 711	504 501	1 101 011
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	( )	(1 400 683)	(1 668 241)
Produit de cession	3			50
Amortissement	4		1 069 025	943 516
(Gain) perte sur cession	5			(50)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(331 658)	(724 725)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			(8 473)
Variation des stocks de fournitures	9		(2 611)	(4 258)
Variation des autres actifs non financiers	10		103 432	(22 225)
	11		100 821	(34 956)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	487 711	273 664	341 330
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(1 557 945)	(1 908 962)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			9 687
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(1 557 945)	(1 899 275)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(1 284 281)	(1 557 945)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	504 501	1 101 011
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 069 025	943 516
Autres			
- Gain sur disposition	3		(50)
-	4		
	5	1 573 526	2 044 477
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	542 049	(900 958)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(18 568)	142 185
Revenus reportés	9	115 534	16 277
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(28 322)	(25 592)
Propriétés destinées à la revente	11		(8 473)
Stocks de fournitures	12	(2 611)	(4 258)
Autres actifs non financiers	13	103 432	(22 225)
	14	2 285 040	1 241 433
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 400 683)	(1 668 241)
Produit de cession	16		50
	17	(1 400 683)	(1 668 191)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	453 721	
Remboursement de la dette à long terme	24	(500 961)	(484 515)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(20 796)	(1 738)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(68 036)	(486 253)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	816 321	(913 011)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	560 227	1 473 238
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	560 227	1 473 238
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 376 548	560 227

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La Municipalité participe à un partenariat avec la Municipalité de La Minerve.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Ce partenariat, dont la Municipalité de La Minerve est mandataire, a pour objet l'opération et l'administration d'un service de collecte des matières résiduelles. Lors de la fin du partenariat, le partage des actifs et passifs se fera à parts égales entre les deux municipalités participantes.

Les états financiers incluent la quote-part de ce partenariat revenant à la Municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses.

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :
-Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
-Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
-Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
-Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
-Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Utilisation d'estimations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles ainsi que les hypothèses qui sous-tendent le calcul des obligations au titre de prestations de retraite et le passif au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

Les actifs de la municipalité sont les avoirs existants.
Ils sont classés par grandes catégories :
La trésorerie ou les équivalents de trésorerie;
Les débiteurs;
Les prêts;
Les placements de portefeuille;
Les participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux;
Les actifs au titre des avantages sociaux futurs.
Les autres actifs financiers.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Municipalité présente dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le montant disponible ainsi que les placements temporaires d'une durée de moins de 3 mois s'il y a lieu. L'emprunt bancaire représentant la marge de crédit n'est pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, il est considéré comme une activité de financement.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la municipalité sont les ressources non financières.
Elles sont classées par grandes catégories :
Les immobilisations;
Les propriétés destinées à la revente;
Les stocks de fournitures;
Les frais payés d'avance et les frais reportés.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est essentiellement déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

de vie utile respective à compter de leur date de mise en service selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	8 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans

L'amortissement des immobilisations en cours sera établi à partir de la date du transfert de l'immobilisation en cours à la catégorie d'immobilisation appropriée.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la Municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

SP 3320

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Puisque la municipalité n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

SP 2200

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 2200, Information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective.

Le conseil municipal et les principaux dirigeants de la municipalité font parties des apparentés. Aucune opération avec la municipalité n'a été identifié au cours de l'exercice.

SP 3380

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 3380 Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

Puisque la municipalité n'avait aucun droit contractuel à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 376 548	560 227
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	1 376 548	560 227
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	161 873	424 578
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

L'encaisse affectée est constituée des montants suivants :
Fonds de roulement : 70 290 $
Réserve financière pour flotte de véhicules : 91 583 $

5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	392 402	365 743
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	4 451	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	888 173	1 710 903
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	729 161	400 406
Organismes municipaux	15	197 909	283 362
Autres			
- Droit de mutation	16	53 893	51 382
- Autres recevables	17	48 868	45 110
	18	2 314 857	2 856 906
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	830 899	960 352
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	830 899	960 352
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	34 161	34 044

Note

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	79 589	51 267
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	79 589	51 267
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	102 584	102 223
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	14 206	14 231
	43	116 790	116 454

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

10. Emprunts temporaires

La Municipalité dispose d'un emprunt bancaire autorisé de 1 000 000 $ portant intérêts au taux de 5.95 % dont le solde au 31 décembre 2018 et 2017 est à 0 $.

11. Créditeurs et charges à payer

		2018	2017
Fournisseurs	47	348 928	331 308
Salaires et avantages sociaux	48	219 194	238 864
Dépôts et retenues de garantie	49		
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts sur dette	53	21 111	26 560
- Autres frais courus	54	17 846	28 915
-	55		
-	56		
-	57		
	58	607 079	625 647

Note

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	31 368	18 105
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	86 056	20 993
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	100 602	91 322
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Transferts	68	37 500	9 572
-	69		
-	70		
-	71		
	72	255 526	139 992

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2018	2017
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,19	4,40	2019	2025	73	3 922 300	4 020 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2019		77	142	386
Organismes municipaux	2,19		2022		78	22 991	28 435
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,82	4,37	2020	2025	79	273 789	206 841
Autres					80		10 000
					81	4 219 222	4 266 462
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(26 552)	(5 756)
					83	4 192 670	4 260 706

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets: Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets: Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme: Location-acquisition		Autres dettes à long terme: Autres		Total 2018
2019	84		92	424 900	100	56 052	109	5 706	117	486 658
2020	85		93	405 100	101	138 112	110	5 686	118	548 898
2021	86		94	417 600	102	15 126	111	5 810	119	438 536
2022	87		95	430 100	103	15 800	112	5 931	120	451 831
2023	88		96	439 000	104	16 505	113		121	455 505
2024 et +	89		97	1 805 600	105	32 194	114		122	1 837 794
	90		98	3 922 300	106	273 789	115	23 133	123	4 219 222
Intérêts et frais accessoires					107	( )			124	( )
	91		99	3 922 300	108	273 789	116	23 133	125	4 219 222

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2018	2017
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(1 284 281)	(1 557 945)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(1 284 281)	(1 557 945)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	5 373 271	158	273 058	185		212	5 646 329
Eaux usées	131	6 676 609	159	237 578	186		213	6 914 187
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	5 683 845	160		187		214	5 683 845
Autres	133	1 320 790	161	13 807	188		215	1 334 597
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	3 529 513	163	6 514	190	(681 808)	217	4 217 835
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	3 037 095	165	467 303	192		219	3 504 398
Ameublement et équipement de bureau	138	663 473	166	9 180	193		220	672 653
Machinerie, outillage et équipement divers	139	649 852	167	292 289	194		221	942 141
Terrains	140	367 963	168	100 954	195		222	468 917
Autres	141		169		196		223	
	142	27 302 411	170	1 400 683	197	(681 808)	224	29 384 902
Immobilisations en cours	143	681 808	171		198	681 808	225	
	144	27 984 219	172	1 400 683	199		226	29 384 902
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	2 409 585	173	145 733	200		227	2 555 318
Eaux usées	146	4 136 152	174	178 794	201		228	4 314 946
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	2 848 861	175	283 791	202		229	3 132 652
Autres	148	514 924	176	50 791	203		230	565 715
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 088 023	178	109 138	205		232	1 197 161
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	1 308 697	180	194 556	207		234	1 503 253
Ameublement et équipement de bureau	153	548 741	181	21 415	208		235	570 156
Machinerie, outillage et équipement divers	154	383 472	182	84 807	209		236	468 279
Autres	155		183		210		237	
	156	13 238 455	184	1 069 025	211		238	14 307 480
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	14 745 764					239	15 077 422
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	302 552	243	110 621	245		247	413 173
Amortissement cumulé	241	(37 819)	244	(20 659)	246	( )	248	(58 478)
Valeur comptable nette	242	264 733					249	354 695

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	30 706	30 706
	253	30 706	30 706
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	30 706	30 706

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	6 395	109 827
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	6 395	109 827

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

18. Obligations contractuelles

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 1 032 697 $. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2018 - 402 137 $
2019 - 170 140 $
2020 - 170 140 $
2021 - 145 140 $
2022 - 145 140 $

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

Au cours de l'exercice 2017, la Municipalité a cautionné un prêt de 12 809,34 $ pour l'acquisition d'un véhicule récréatif Defender 2018 par le Club de ski de fonds de Labelle pour une période de 4 ans, soit jusqu'en novembre 2021. Le solde de ce prêt, au 31 décembre 2017, est de 12 809,34 $.

b) Auto-assurance

La Municipalité assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme, conjointement avec un programme de supplément au chômage, pour tous ses employés permanents.

c) Poursuites

N/A

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

La Municipalité a augmenté les débiteurs du gouvernement provincial de 9 587 $ au 31 décembre 2017, diminuant d'autant le solde des investissements nets à long terme.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

24. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	4 425 839	4 529 111		4 529 111	4 348 028
Compensations tenant lieu de taxes	2	121 608	134 040		134 040	125 093
Quotes-parts	3					
Transferts	4	192 487	253 090		253 090	282 321
Services rendus	5	193 798	246 877		246 877	261 998
Imposition de droits	6	204 509	226 979		226 979	218 603
Amendes et pénalités	7	36 000	42 324		42 324	42 375
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	46 000	59 952		59 952	60 304
Autres revenus	10	111 000	292 166		292 166	260 591
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	5 331 241	5 784 539		5 784 539	5 599 313
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		392 250		392 250	970 078
Imposition de droits	16		5 724		5 724	19 780
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					12 181
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20		397 974		397 974	1 002 039
	21	5 331 241	6 182 513		6 182 513	6 601 352
Charges						
Administration générale	22	842 405	764 483	35 635	800 118	816 031
Sécurité publique	23	575 597	592 882	54 867	647 749	608 490
Transport	24	1 377 125	1 339 409	460 097	1 799 506	1 650 996
Hygiène du milieu	25	752 755	715 656	375 839	1 091 495	1 008 846
Santé et bien-être	26	16 000	18 014		18 014	18 466
Aménagement, urbanisme et développement	27	268 301	249 132	4 548	253 680	281 849
Loisirs et culture	28	884 868	811 913	138 039	949 952	987 998
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	126 479	117 498		117 498	127 665
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		1 069 025	(1 069 025)		
	33	4 843 530	5 678 012		5 678 012	5 500 341
Excédent (déficit) de l'exercice	34	487 711	504 501		504 501	1 101 011

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	487 711	504 501	1 101 011
Moins: revenus d'investissement	2	( )	(397 974)	(1 002 039)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	487 711	106 527	98 972
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4		1 069 025	943 516
Produit de cession	5			50
(Gain) perte sur cession	6			(50)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 069 025	943 516
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(368 622)	(371 507)	(359 340)
	18	(368 622)	(371 507)	(359 340)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(177 454)	(11 270)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			52 473
Excédent de fonctionnement affecté	21	110 009	191 361	150 411
Réserves financières et fonds réservés	22	(229 098)	(232 147)	(203 194)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(119 089)	(218 240)	(11 580)
	26	(487 711)	479 278	572 596
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		585 805	671 568

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018 Réalisations	2017 Réalisations
Revenus d'investissement	1	397 974	1 002 039
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(7 155)	(5 209)
Sécurité publique	3	(14 147)	(66 174)
Transport	4	(535 072)	(476 395)
Hygiène du milieu	5	(805 145)	(404 908)
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(17 058)	( )
Loisirs et culture	8	(22 106)	(715 555)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(1 400 683)	(1 668 241)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	( )	(8 473)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	453 721	
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	177 454	11 270
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	126 400	110 367
Excédent de fonctionnement affecté	16	65 817	39 457
Réserves financières et fonds réservés	17	499 631	172 677
	18	869 302	333 771
	19	(77 660)	(1 342 943)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	320 314	(340 904)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	1 643 516	1 557 738	1 539 197
Charges sociales	2	398 164	357 769	353 965
Biens et services	3	2 134 765	2 043 112	1 984 052
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	111 070	94 108	89 075
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	14 313	16 152	35 725
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	1 096	7 238	2 865
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	411 445	402 747	400 010
Transferts	10			
Autres	11	30 689	30 689	33 260
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	96 472	97 059	103 535
Amortissement des immobilisations	14		1 069 025	943 516
Autres				
- Subv. particulière	15	2 000	960	13 792
- Récl. dommages et intérêts	16		1 298	3 235
- Créances douteuses	17		117	(1 886)
	18	4 843 530	5 678 012	5 500 341

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Autres charges	8		
	9		
Excédent (déficit) de l'exercice	10		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	( )	( )
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23	
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	26	
Supportant les engagements de prêts	27	
	28	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	5		
Créances douteuses	6		
Autres frais de gestion	7		
	8		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
	15		
	16		
Excédent (déficit) de l'exercice	17		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18		
Placements de portefeuille	19		
Débiteurs	20		
Provision pour créances douteuses	21	( )	( )
	22		
Autres	23		
	24		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25		
Créditeurs et charges à payer	26		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	27		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28		
Autres	29		
Autres	30		
	31		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 296 540	1 159 354
Excédent de fonctionnement affecté	2	620 469	555 428
Réserves financières et fonds réservés	3	257 707	522 995
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(207 900)	(222 700)
Financement des investissements en cours	5	(22 786)	(340 904)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	11 927 704	11 693 060
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	13 871 734	13 367 233
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 296 540	1 159 354
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10		
	11	1 296 540	1 159 354
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Égoûts	12	292 600	244 277
- Aqueduc	13	106 927	119 620
- Budget suivant	14		110 009
- Refonte urbanisme	15	63 000	31 500
- Investissements futurs	16	157 942	50 022
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	620 469	555 428
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	620 469	555 428
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Flotte de véhicule	27	91 583	271 719
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	91 583	271 719
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	70 289	152 858
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	95 835	98 418
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	166 124	251 276
	48	257 707	522 995

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Autres	52	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	( )	( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	( )	( )
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
-	72	(207 900)	(222 700)
-	73	( )	( )
	74	(207 900)	(222 700)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
-	79		
	80		
	81	(207 900)	(222 700)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82		
Investissements à financer	83	(22 786)	(340 904)
	84	(22 786)	(340 904)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	15 077 422	14 745 764
Propriétés destinées à la revente	86	30 706	30 706
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	15 108 128	14 776 470
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	15 108 128	14 776 470
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(4 192 670)	(4 260 706)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(26 552)	(5 756)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	830 898	960 352
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	207 900	222 700
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98	(3 180 424)	(3 083 410)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	( )
	100	(3 180 424)	(3 083 410)
	101	11 927 704	11 693 060

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1		2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

Application de la Loi aux régimes de la Municipalité

Aucun nouvel effet de l'application de la loi n'a affecté la Municipalité de Labelle au cours de l'exercice 2018.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	51 267	25 675
Charge de l'exercice	4	(102 584)	(102 223)
Cotisations versées par l'employeur	5	130 906	127 815
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	79 589	51 267
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	2 781 111	2 773 214
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(2 904 783)	(2 675 881)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(123 672)	97 333
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	203 261	(46 066)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	79 589	51 267
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	79 589	51 267
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	2 781 111	2 773 214
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(2 904 783)	(2 675 881)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(123 672)	((97 333))
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	208 592	191 593
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	208 592	191 593
Cotisations salariales des employés	21	(106 820)	(104 615)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	101 772	86 978
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	6 407	14 128
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	108 179	101 106
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	136 114	124 641
Rendement espéré des actifs	33	(141 709)	(123 524)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(5 595)	1 117
Charge de l'exercice	35	102 584	102 223

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	(114 025)	214 991
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(141 709)	(123 524)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(255 734)	91 467
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40	115 804	56 929
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	2 781 111	2 773 214
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,00 %	5,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,00 %	5,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,50 %
Autres hypothèses économiques			
- Âge de retraite	51	60	60
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2018	2017
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2018	2017
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	114		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	3 006	3 068
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	10 128	10 338
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	4 078	3 893
	119	14 206	14 231

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TAXES		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 161 139	3 244 097	3 070 368
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	98 398	100 356	88 763
Activités de fonctionnement	3	317 332	323 836	316 732
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	16 921	17 245	16 895
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 593 790	3 685 534	3 492 758
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	194 510	195 781	220 435
Égout	11	149 782	151 305	170 697
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	362 520	368 392	357 329
Autres				
- Environnement	14	58 144	58 382	40 552
- Licence de chien	15	2 490	2 545	2 980
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	14 000	16 095	13 341
Service de la dette	18	50 603	51 077	49 936
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	832 049	843 577	855 270
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	832 049	843 577	855 270
	27	4 425 839	4 529 111	4 348 028

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	5 697	6 898	6 648
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	494	458	519
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31	82 444	82 444	82 444
	32	88 635	89 800	89 611
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	22 547	31 683	23 351
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	8 383	10 341	9 915
	36	30 930	42 024	33 266
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	119 565	131 824	122 877
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	1 302	1 414	1 392
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	741	802	824
Taxes d'affaires	44			
	45	2 043	2 216	2 216
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	121 608	134 040	125 093

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55		18 907	1 458
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	75 000	97 427	137 426
Enlèvement de la neige	59	75 000	77 427	77 427
Autres	60	7 058	7 435	7 452
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		11 252	4 650
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	18 000	21 041	18 258
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	17 429	19 601	35 650
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	192 487	253 090	282 321

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94		1 057	24 916
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			228 694
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108		368 064	207 884
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			166 040
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118		14 445	
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126		8 684	1 640
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			340 904
Réseau d'électricité	129			
	130		392 250	970 078

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140			
TOTAL DES TRANSFERTS	141	192 487	645 340	1 252 399

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146	26 000	20 083	35 362
Sécurité incendie	147	2 500	2 500	2 500
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	28 500	22 583	37 862
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151	3 700	2 447	5 576
Enlèvement de la neige	152	2 700	2 447	2 731
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	6 400	4 894	8 307
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			1 356
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			1 356
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183	34 900	27 477	47 525

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autre	186	22 932	26 989	30 399
	187	22 932	26 989	30 399
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189	12 500	11 544	13 822
Sécurité civile	190			
Autres	191			
	192	12 500	11 544	13 822
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195	80 666	96 701	89 130
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200			
	201	80 666	96 701	89 130
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203	1 200	2 210	1 215
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205	1 150	2 160	1 621
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206	3 150	6 834	210
Matières recyclables	207			
Autres	208			5 303
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			
	212	5 500	11 204	8 349
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220	2 300	3 485	2 849
	221	2 300	3 485	2 849
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	34 350	67 711	67 715
Activités culturelles				
Bibliothèques	223	650	1 766	2 209
Autres	224			
	225	35 000	69 477	69 924
Réseau d'électricité	226			
	227	158 898	219 400	214 473
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	193 798	246 877	261 998

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	20 300	28 164	20 410
Droits de mutation immobilière	230	149 209	191 470	171 143
Droits sur les carrières et sablières	231	35 000	13 069	46 830
Autres	232			
	233	204 509	232 703	238 383
AMENDES ET PÉNALITÉS	234	36 000	42 324	42 375
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	236	46 000	59 952	60 304
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237			50
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242	71 000	222 285	188 554
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	40 000	69 881	84 168
	246	111 000	292 166	272 772
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	247			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	125 460	117 253	773	118 026	122 399
Greffe et application de la loi	2	156 060	137 470		137 470	121 213
Gestion financière et administrative	3	501 489	448 101	34 862	482 963	512 557
Évaluation	4	51 996	51 912		51 912	53 280
Gestion du personnel	5	7 400	8 449		8 449	3 347
Autres						
- Réclamations dommages et int	6		1 298		1 298	3 235
-	7					
	8	842 405	764 483	35 635	800 118	816 031
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	331 281	346 019		346 019	324 400
Sécurité incendie	10	228 857	229 325	54 867	284 192	267 038
Sécurité civile	11					
Autres	12	15 459	17 538		17 538	17 052
	13	575 597	592 882	54 867	647 749	608 490
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	807 299	688 694	394 918	1 083 612	1 075 048
Enlèvement de la neige	15	486 918	572 190	47 172	619 362	495 950
Éclairage des rues	16	27 943	26 624	7 587	34 211	29 149
Circulation et stationnement	17	5 100	2 113	10 420	12 533	3 757
Transport collectif						
Transport en commun	18	19 176	19 099		19 099	16 268
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	30 689	30 689		30 689	30 824
	22	1 377 125	1 339 409	460 097	1 799 506	1 650 996

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	144 871	119 628	2 086	121 714	249 463
Réseau de distribution de l'eau potable	24	52 877	37 392	148 958	186 350	28 688
Traitement des eaux usées	25	67 438	73 845	162 494	236 339	237 574
Réseaux d'égout	26	55 029	41 637	16 300	57 937	54 476
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	77 603	73 344	21 897	95 241	87 371
Élimination	28	197 538	203 337		203 337	207 631
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	60 163	86 424	21 897	108 321	74 130
Tri et conditionnement	30	5 299	5 248		5 248	
Matières organiques						
Collecte et transport	31	18 834	6 675		6 675	
Traitement	32	15 302	13 161		13 161	255
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	57 801	54 965		54 965	69 258
Autres	39			2 207	2 207	
	40	752 755	715 656	375 839	1 091 495	1 008 846
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	16 000	18 014		18 014	18 466
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	16 000	18 014		18 014	18 466
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	203 061	184 736	4 548	189 284	219 557
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	15 392	15 368		15 368	15 639
Tourisme	49	49 123	49 028		49 028	46 210
Autres	50					
Autres	51	725				443
	52	268 301	249 132	4 548	253 680	281 849

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	11 971	30 006	54 434	84 440	56 861
Patinoires intérieures et extérieures	54	37 027	24 535	14 152	38 687	43 553
Piscines, plages et ports de plaisance	55	95 379	93 686	4 593	98 279	97 090
Parcs et terrains de jeux	56	251 743	229 215	42 320	271 535	199 575
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	331 491	271 790	9 402	281 192	415 051
	60	727 611	649 232	124 901	774 133	812 130
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	157 257	162 681	13 138	175 819	175 868
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	157 257	162 681	13 138	175 819	175 868
	67	884 868	811 913	138 039	949 952	987 998
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	125 383	110 260		110 260	124 800
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		(5 595)		(5 595)	1 117
Autres	72	1 096	12 833		12 833	1 748
	73	126 479	117 498		117 498	127 665
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75		1 069 025	(1 069 025)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Labelle

Code géographique : 78120

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	273 058	212 585
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	237 578	161 339
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		251 624
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	13 807	2 625
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	6 513	28 871
Édifices communautaires et récréatifs	14		704 588
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	467 303	172 677
Ameublement et équipement de bureau	18	9 180	5 209
Machinerie, outillage et équipement divers	19	292 289	97 739
Terrains	20	100 955	30 984
Autres	21		
	22	1 400 683	1 668 241

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	273 058	212 585
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	237 578	161 339
Autres infrastructures	27	13 807	254 249
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	876 240	1 040 068
	34	1 400 683	1 668 241

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	702 003		54 015	647 988
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 604 107	453 721	317 493	2 740 335
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	3 306 110	453 721	371 508	3 388 323
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	960 352		129 453	830 899
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	960 352		129 453	830 899
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	960 352		129 453	830 899
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	960 352		129 453	830 899
	19	4 266 462	453 721	500 961	4 219 222
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	4 266 462	453 721	500 961	4 219 222

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	4 219 222
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	22 786
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	830 899
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	3 411 109
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	
Endettement net à long terme	17	3 411 109
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	347 663
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	3 758 772
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	3 758 772
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	51 996	51 912	53 280
Autres	3	90 778	90 631	88 767
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	3 189	3 184	3 220
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	8 350	1 350	
Transport collectif	9	19 176	19 098	16 268
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	218 529	217 175	216 628
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	15 392	15 368	15 639
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	4 035	4 029	6 208
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	411 445	402 747	400 010

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 400 683	1 668 241
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 400 683	1 668 241

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	4,82	40,00	9 756,00	363 211	91 560	454 771
Professionnels	2						
Cols blancs	3	7,63	35,00	13 886,98	310 815	79 848	390 663
Cols bleus	4	14,29	40,00	29 716,13	667 111	158 874	825 985
Policiers	5						
Pompiers	6	2,16	40,00	4 483,50	133 931	9 099	143 030
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	28,90		57 842,61	1 475 068	339 381	1 814 449
Élus	9	6,67			82 670	18 388	101 058
	10	35,57			1 557 738	357 769	1 915 507

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	253 089	77 294	290 771	24 186	645 340
	17	253 089	77 294	290 771	24 186	645 340

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	9 730	6 963
	4	9 730	6 963
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	7 071	7 923
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	7 071	7 923
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	36 979	43 015
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	36 979	43 015
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	16 116	19 128
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	15	34
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	2 852	3 223
Matières recyclables	21	2 851	3 222
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	21 834	25 607
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	4 890	4 936
Autres	34		
	35	4 890	4 936
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	36 994	39 221
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	36 994	39 221
Réseau d'électricité	40		
	41	117 498	127 665

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Robert Bergeron	19 122	9 561
Patrice Charette	6 374	3 187
Michel Lefebvre	6 374	3 187
Gaétan Marier	6 374	3 187
Louise Gaudreau	6 374	3 187
Yvan Guindon	6 374	3 187
Réjean Nantel	4 249	2 123

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		**OUI**		**NON**		**S.O.**
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	200 000 $				
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2		3	X	4	

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5	X	6	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	78 132 $		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8	X	9	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		**OUI**		**NON**
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10	X	11	
Si oui, indiquer les montants suivants :				
a) le montant total versé en 2018	12	256 $		
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	$		
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1er alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14	X	15	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	15 005 $		
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17	X	18	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :				
a) crédits de taxes	19	22 500 $		
b) autres formes d'aide	20	$		
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019				
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21			
Facteur comparatif de 2018	22			
Valeur uniformisée	23			

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du V*olet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ	24	154 853 $
Total des frais encourus admissibles au volet ERL :		
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)		
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	25	572 190 $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver	26	717 432 $
b) Dépenses d'investissement	27	$
c) Total des frais encourus admissibles	28	1 289 622 $
d) Description des dépenses d'investissement :		
e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :		
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :		
a) Numéro de la résolution	29	036.02.2019
b) Date d'adoption de la résolution	30	2019-02-18

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Labelle

Code géographique : 78120

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Taux global de taxation réel audité

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 3

Taux global de taxation réel 4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la municipalité de Labelle

Opinion

J'ai effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la municipalité de Labelle (ci-après la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l' «état »).

À mon avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard du l'audit du tableau » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit du tableau au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

J'attire l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· j'identifie et évalue les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· j'acquiert une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

· j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Daniel Tétreault, CPA, auditeur CA
122, 6e Avenue Ouest
Amos (Québec) J9T 3Z3

DATE 2019-03-07

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	4 529 111
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	312 348
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	16 095
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		10	4 200 668

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	415 027 600
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	416 692 300
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	415 859 950

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018 14 1 , 0 1 0 1 / 100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Labelle

Code géographique : 78120

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	3 304 079
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	93 291
Activités de fonctionnement	3	336 515
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	50 604
Activités de fonctionnement	6	16 758
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	3 801 247
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	217 060
Égout	11	154 375
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	362 520
Autres		
- Licence de chien	14	2 760
- Environnement	15	58 121
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	14 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	808 836
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	808 836
	27	4 610 083

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	5 757
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	526
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	82 444
	5	88 727
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	22 618
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	8 409
	9	31 027
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	119 754
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	1 337
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	779
Taxes d'affaires	17	
	18	2 116
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	121 870

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière										
Taxes générales										
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x	2	/100$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	364 384 376	x	5	0,7184 /100$	6	2 616 203			
Immeubles de 6 logements ou plus	7	6 008 936	x	8	0,7184 /100$	9	43 168			
Immeubles non résidentiels	10	42 896 338	x	11	1,4319 /100$	12	614 233			
Immeubles industriels	13	845 150	x	14	1,4319 /100$	15	12 102			
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	16		x	17	/100$	18				
Autres	19		x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	2 557 500	x	23	0,7184 /100$	24	18 373			
Total						25	3 304 079	26 ( )	27 ( )	28 29 3 304 079

Taxes spéciales										
Service de la dette (taux unique)	30	416 692 300	x	31	0,0224 /100$	32	93 291			
Service de la dette (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	33		x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36		x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39		x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42		x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	45		x	46	/100$	47				
Autres	48		x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51		x	52	/100$	53				
Total						54	93 291	55 ( )	56 ( )	57 58 93 291

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 416 692 300	x	2 0,0808	/100$	3 336 515				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25 336 515	26 ( )	27 ( )	28	29 336 515

Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58

	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	___ , ___ $
Égout	2	___ , ___ $
Eau et égout	3	___ , ___ $
Traitement des eaux usées	4	___ , ___ $
Matières résiduelles	5	___ , ___ $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	4 610 083
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2 22 500		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	312 096
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	14 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		10	4 283 987

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE 11 416 692 300

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019 12 1 , 0 2 8 1 /100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	614 233	12 102			43 168	18 373
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	614 233	12 102			43 168	18 373

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	3 046 009			3 733 885
De secteur	10	67 362			67 362
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	794 836			794 836
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	3 908 207			4 596 083

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4		5	X
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6		7		8	X
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9		10		11	X
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12		13		14	X
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16		17	X
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19		20	X
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	9 500 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	4 921 501 $
6.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	373 670 $
7.	Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	114 984 $
8.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	$
9.	Date d'adoption du budget par le conseil	31	2018-12-17

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 [ ]	2 [X]	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 [ ]	4 [X]	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 [X]	6 [ ]	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 [ ]	8 [X]	

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 [ ]	10 [ ]	11 [X]
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 [ ]	13 [ ]	14 [X]
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 [ ]	16 [ ]	17 [X]

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 [ ]	19 [ ]	20 [X]
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 [ ]	22 [ ]	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nicole Bouffard , atteste que le rapport financier de Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-04-15.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Labelle.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Labelle consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Labelle détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-04-25 09:16:19

Date de transmission au Ministère : 2019/04/25